



Un dernier effort pour financer l'ODD 4 : une éducation inclusive, équitable et de qualité et un apprentissage tout au long de la vie pour tous

L'éducation, catalyseur essentiel de la paix, de la justice sociale et de tous les autres ODD

22 avril 2026 ; 8 h 00 - 9 h 30 à New York (14 h 00 - 15 h 30 en Afrique du Sud)

Les progrès globaux vers la réalisation des ODD ont été lents et constamment menacés de recul. Là où des progrès ont été accomplis, ils ont généralement été inégaux et insuffisants. Les progrès ont marqué le pas, voire ont régressé, dans plusieurs pays et contextes. Sur la trajectoire actuelle, le monde n'atteindra aucun des 17 ODD d'ici 2030. Dans un contexte de pauvreté persistante, d'inégalités croissantes, de vulnérabilité climatique grandissante et de multilatéralisme en déclin, les développements actuels laissent présager une intensification des crises mondiales alimentées par les guerres, la montée des tensions géopolitiques, les pressions inflationnistes extrêmes et l'insécurité énergétique.

Le monde est confronté à une crise financière qui touche tout particulièrement les services publics essentiels. Dans le domaine de l'éducation, on estime que seuls 17 % des cibles de l'ODD 4 seront atteints, avec un recul significatif constaté pour l'ODD 4.5, qui vise à éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation et à garantir l'égalité d'accès à tous les niveaux d'enseignement. Nous ne parvenons pas à atteindre les plus vulnérables et les exclus, ce qui constitue pourtant l'une des promesses clés des gouvernements et de la communauté internationale lorsqu'ils ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les faits montrent que l'engagement de « ne laisser personne de côté » est une ambition non réalisée des ODD, comme en témoignent les reculs en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sociale. Malgré les engagements fermes pris par les gouvernements pour atteindre les ODD, les cibles clés de développement restent gravement et chroniquement sous-financées. C'est l'un des principaux facteurs qui explique la lenteur des progrès et le non-respect des cibles des ODD.

Malgré tous ces développements, la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) poursuit sa mission de promotion du droit à l'éducation. La CME organise sa Semaine mondiale d'action pour l'éducation 2026 (GAW 2026) pendant la semaine du FFD4 sur le thème du financement de l'éducation, appelant les gouvernements et la communauté internationale à « **tenir haut la flamme** » de l'éducation. Cette année marque le 24^e anniversaire de la GAW, qui a vu le jour en 2003.

La CME estime que l'éducation est un catalyseur essentiel pour la paix, la cohésion sociale, l'égalité entre les sexes et tous les autres ODD. La CME considère que l'éducation contribue à bâtir des sociétés plus inclusives et pacifiques, en nous aidant à mieux nous comprendre les uns les autres, à lutter contre l'extrémisme et à briser les cycles de la pauvreté et de la violence. Elle favorise l'égalité et l'équité entre les sexes, nous aidant ainsi à lutter contre la discrimination et à créer des systèmes plus justes pour tous. Il est donc impératif que les mouvements en faveur de l'éducation intensifient leurs efforts

pour le financement de l'éducation, en particulier au vu des difficultés économiques et financières entraînant des coupes budgétaires, un rétrécissement de la marge de manœuvre budgétaire et une diminution de l'aide publique au développement.

L'événement parallèle proposé vise donc à appeler les dirigeants mondiaux à réformer l'architecture financière mondiale, à investir massivement dans l'éducation et à proposer des solutions concrètes pour combler le déficit de financement de l'éducation.

Des mesures concrètes doivent être prises pour s'attaquer aux problèmes persistants qui creusent le déficit de financement, tels que la fraude fiscale, les flux financiers illicites, la corruption massive et endémique, ainsi que la baisse de l'aide au développement. Il est nécessaire de mettre en place des mesures visant à garantir un allègement effectif de la dette grâce à des approches transparentes, participatives et fondées sur les droits pour faire face au fardeau de la dette. L'architecture financière internationale actuelle doit être repensée pour devenir participative, inclusive et transformatrice, et guidée par une vision du développement durable pour tous.

Nous réaffirmons la nécessité de renforcer les investissements dans les secteurs sociaux, en particulier les services publics essentiels, grâce à un financement équitable, inclusif et durable. Investir davantage et de manière plus équitable dans l'éducation publique, la santé et les autres services sociaux grâce à des ressources nationales accrues, soutenues par des mécanismes de justice fiscale, tout en garantissant la responsabilité et la transparence des finances publiques. Cela devrait inclure un engagement à élaborer des politiques intégrées à long terme et des stratégies de financement durables visant à stimuler les investissements dans les systèmes d'éducation publique. Des objectifs spécifiques doivent être fixés pour les groupes les plus marginalisés et exclus, notamment ceux vivant dans des zones rurales et reculées, ainsi que dans les zones touchées par des conflits.

Les gouvernements doivent garantir des allocations accrues pour les cibles des ODD négligées et promouvoir une budgétisation du secteur public transparente, inclusive et sensible au genre. Ils devraient examiner de manière critique les mécanismes de financement innovants dans le secteur social. Ces mécanismes devraient servir à renforcer le secteur public, à défendre les droits humains et à répondre aux besoins des groupes marginalisés et vulnérables. Les gouvernements doivent faire respecter les cadres réglementaires et empêcher la privatisation et la mainmise des entreprises sur les services publics.

Les pays donateurs doivent allouer au moins 0,7 % de leur RNB à l'APD et garantir l'efficacité de l'aide en termes d'ampleur, de prévisibilité et de priorités d'allocation telles que déterminées par les pays bénéficiaires. Une part adéquate de l'APD devrait être consacrée aux priorités en matière de développement humain, d'aide humanitaire et d'action climatique, notamment l'éducation, la santé et la protection sociale et environnementale.

Programme (1 h 30)

Présentations : Modératrice : Cecilia Thea Soriano, GCE

Allocution d'ouverture : Le financement de l'éducation est une décision politique (5 min)

Refat Sabbah,
président

Campagne mondiale pour l'éducation (GCE)

L'impératif du financement de l'éducation : des enjeux systémiques aux budgets (5 min)

Grant Kasowanjete

Coordinateur mondial
Campagne mondiale pour l'éducation (GCE)

Suivi du Sommet « Transformer l'éducation » : volet « Financement de l'éducation » (8 min)

Vernor Munoz

Ancien rapporteur spécial sur le droit à l'éducation

Ancien responsable des politiques et du plaidoyer, Campagne mondiale pour l'éducation

Le financement de l'éducation dans la région Asie-Pacifique

- **Baisse des dépenses et privatisation de l'éducation en Asie-Pacifique (6 min)**

Rene Raya

Coordinateur régional de la défense des politiques et analyste politique principal Association Asie-Pacifique pour l'éducation de base et des adultes (ASPBAE)

- **Impact des impositions du FMI et des mesures d'austérité sur l'éducation au Sri Lanka (6 min)**

Shantha Kulathunge

Coordinatrice nationale

Coalition pour le développement de l'éducation – Sri Lanka

Le financement de l'éducation dans la région arabe (6 min)

Kamal Messaoui,
coordinateur

Coalition nationale pour l'éducation en Tunisie – Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA)

L'impact de la dette sur l'éducation en Afrique (6 min)

Tahirou Traoré,
coordinateur national

Coalition nationale pour l'éducation pour tous du Burkina Faso (CN-EPT/BF) Réseau africain de campagne pour l'éducation pour tous (ANCEFA)

Justice fiscale et éducation : cas nationaux et plaidoyer en Amérique latine (6 min)

Israel Quirino

Chargé de
programme

Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE)

Du niveau mondial au niveau national : plaidoyer en faveur de la justice fiscale et du financement de l'éducation

- **Modifier les règles fiscales mondiales : implications pour le secteur de l'éducation (6 min)**

Ucizi Ngulube

TaxEd Alliance - Action Aid

- **Réflexions sur les négociations de la Convention fiscale des Nations Unies et le rôle des coalitions nationales pour l'éducation (6 min)**

Bernice Mpere-Gyeke,
coordinatrice nationale
Coalition nationale pour la campagne sur l'éducation au Ghana

Résumé et appels à l'action - 5 min Organismes :

Campagne mondiale pour l'éducation (GCE)
Association Asie-Pacifique Sud pour l'éducation de base et des adultes (ASPBAE)
Réseau africain de campagne pour l'éducation pour tous (ANCEFA)
Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA)
Coalition pour le développement de l'éducation – Sri Lanka (CED-Sri Lanka)
Coalition nationale pour l'éducation pour tous du Burkina Faso (CN-EPT/BF)
Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE)
Coalition nationale pour la campagne sur l'éducation au Ghana
(GNECC) Réseau pour la justice fiscale
Alliance TaxEd – Action Aid